

considérable que celui de 1943. En raison de la concentration sur les emprunts du gouvernement fédéral, la proportion de tous les autres genres de financement par rapport aux ventes totales est la plus basse enregistrée. Les marchés de l'extérieur restent fermés, à l'exception de certains remboursements particuliers effectués aux États-Unis, et l'Etat est dans la nécessité de prélever au pays tous les fonds dont il a besoin.

L'événement important de l'émission annuelle d'obligations en 1944 est le lancement heureux, en novembre, du neuvième emprunt de guerre (septième emprunt de la Victoire). L'accroissement des ventes et des souscriptions, depuis le premier emprunt de guerre du 1er février 1940 au huitième emprunt de la Victoire du 1er mai 1945, est détaillé ci-dessous:—

<i>Date</i>	<i>Achats de parti- culiers</i>	<i>Achats de corpo- rations</i>	<i>Ventes globales au comptant</i>	<i>Souscrip- tions</i>
	\$'000	\$'000	\$'000	nomb.
<b>Emprunts de guerre—</b>				
1er février 1940.....	132,000	68,000	200,000	178,363
1er octobre 1940.....	113,000	187,000	300,000	150,890
<b>Emprunts de la Victoire—</b>				
15 juin 1941.....	270,500	450,900	730,400	968,259
1er mars 1942.....	335,600	507,500	843,100	1,681,267
1er nov. 1942.....	374,600	616,800	991,400	2,032,154
1er mai 1943.....	529,500	779,200	1,308,700	2,668,420
1er nov. 1943.....	599,700	775,300	1,375,000	3,033,051
1er mai 1944.....	641,500	763,500	1,405,000	3,077,123
1er nov. 1944.....	766,400	751,200	1,517,600	3,327,315
1er mai 1945.....	836,300	732,600	1,568,900	3,178,275

Les émissions d'obligations provinciales ont été beaucoup plus considérables qu'auparavant de 1919 à 1940, à cause de la mise en valeur plus grande des utilités publiques et de l'amélioration des routes. Toutefois, en raison de la demande accrue sur les marchés canadiens de l'argent, les gouvernements provinciaux manifestent l'intention, en 1941, de limiter strictement leurs emprunts pour la durée de la guerre. En conséquence, le montant global des emprunts provinciaux directs et au moyen d'obligations garanties décline de façon très accentuée depuis 1940. Le chiffre de 1944 est le plus bas depuis 1919.

Les émissions d'obligations municipales au Canada sont plus considérables en 1913, vers la fin du boom de l'immeuble, qu'en toute autre année jusqu'à 1943 où elles s'élèvent à \$110,600,936; le record a presque été touché en 1930 avec un total de \$109,648,063. Cependant, en dépit de l'urbanisation croissante de la population, les ventes annuelles d'obligations municipales déclinent de façon marquée en 1930 et 1940, lorsque les municipalités doivent mettre ordre à leurs finances et réduire leurs dépenses.

En 1942 et 1943, le marché des nouvelles émissions municipales se caractérise par son très bas volume. L'emploi accru dans tout le Dominion et l'expansion marquée de l'activité industrielle ont une influence sensible sur les finances municipales en général. Les dépenses en secours-chômage diminuent considérablement et les revenus découlant de la taxe augmentent. Il en résulte que les municipalités se trouvent dans une situation financière plus solide et il n'y a à peu près pas d'émission de nouvelles débetures au cours des deux dernières années. Toutefois, en 1944, pour la première fois depuis 1930, les émissions municipales dépassent \$100,000,000, non pas tant à cause des nouveaux placements qu'à cause des opérations de remboursements.

Les ventes d'obligations des corporations qui, entre 1926 et 1930, dépassaient en moyenne \$357,000,000 par année, tombent à \$23,050,000 en 1932 et \$5,385,000 en 1933, à cause de perspectives industrielles peu favorables. Depuis lors, la ten-